



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

3 000 postes RASED

dans le viseur des suppressions de postes

La nature des 5 700 suppressions de postes programmées pour la rentrée prochaine dans le premier degré commence à se dessiner. L'an dernier, la purge budgétaire avait prioritairement ciblé les postes « classes ». Cette année, les coups de ciseaux devraient être avant tout destinés aux postes d'enseignants RASED déjà bien affaiblis par plusieurs années de coupes claires.

Le ministère fait aujourd'hui peu de mystère sur ce scénario dévastateur. Il a clairement affirmé que les postes « hors-classe », ressources pourtant essentielles pour les élèves et le fonctionnement de l'école, allaient être une cible privilégiée. Et pour cause ! La rue de Grenelle se doit de tenir l'engagement du président de la République de maintenir le même nombre de classes à la rentrée prochain : à quelques encablures des présidentielles, l'Élysée ne veut pas revivre les mobilisations de parents, d'élus et d'enseignants contre les suppressions de classes.

Au final, le ministère a prioritairement trois types de postes dans son viseur : 700 postes d'intervenants langues, 3 000 Rased et 2 000 enseignants remplaçants. Des coups de rabots menacent aussi les conseillers pédagogiques. De plus, dans les écoles qui attendent des élèves supplémentaires, les ouvertures de classes seront impossibles et la scolarisation des moins de trois ans va poursuivre sa chute. Ainsi mise en œuvre cette politique laisserait des élèves en difficultés sans aide spécialisée, des classes sans remplaçants, des effectifs encore plus chargés. A moins qu'il ne soit prévu de recourir à des contractuels précaires pour enseigner dans les écoles comme le Rectorat de Paris vient de l'annoncer.

Ces choix budgétaires conduisent l'école dans une impasse. Le SNUipp-FSU va poursuivre sa campagne d'interpellation des parlementaires contre le vote des suppressions de postes. Il appelle les enseignants à se mobiliser lors de la journée interprofessionnelle du 11 octobre. Il invite aussi tous les enseignants à s'exprimer fortement pour l'école en votant massivement aux élections professionnelles du 13 au 20 octobre.

Paris, le 10 octobre 2011